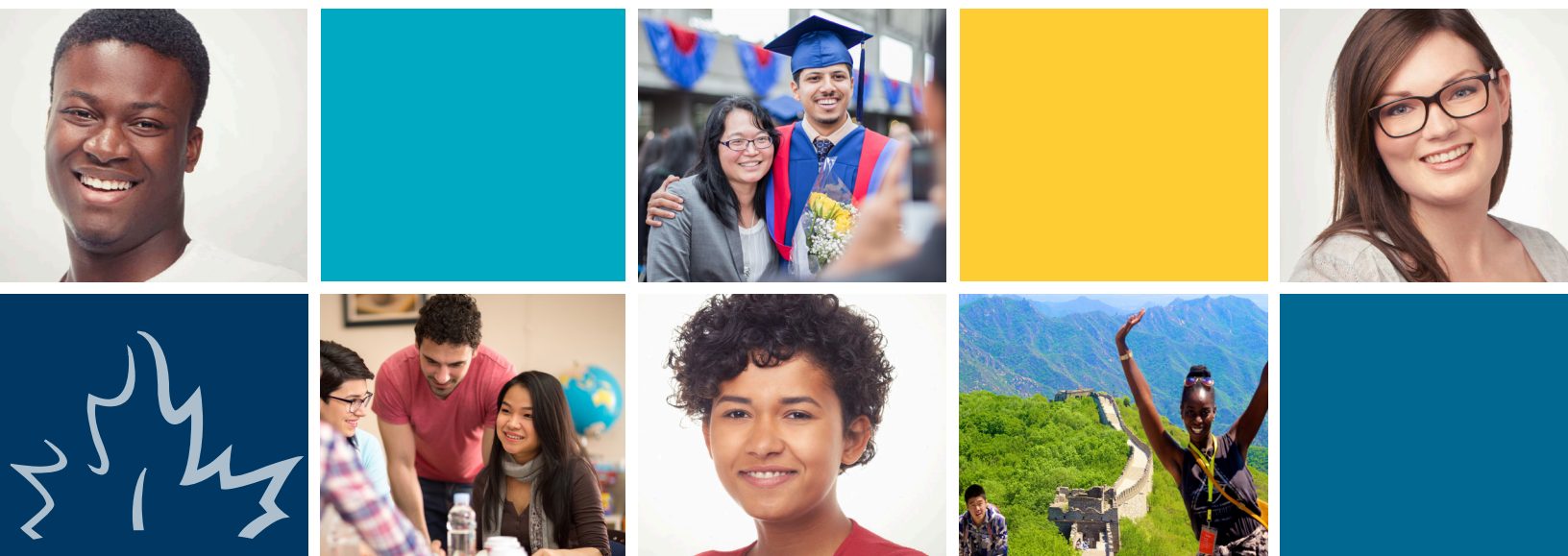


Le défi de l'engagement mondial du Canada



*Bureau canadien de l'éducation internationale
Consultations prébudgétaires
Budget fédéral 2017*



Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Canadian
Bureau for
International
Education

ouvrir les frontières du savoir

Bureau canadien de l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisation du Canada sur l'éducation internationale faisant intervenir ses 150 universités, collèges, instituts, polytechniques, cégeps, conseils et commissions scolaires membres du pays pour renforcer les capacités du Canada à contribuer au monde et à y participer pleinement grâce aux liens d'éducation.

Notre mandat a en son centre la formation des leaders de demain du Canada grâce aux expériences d'apprentissage international. Notre mémoire au comité des finances portera exclusivement sur cet aspect de notre travail, qui est de plus en plus critique pour aider les entreprises canadiennes à atteindre leurs objectifs de développement, d'innovation et de prospérité, surtout dans le contexte de la concurrence mondiale et des opportunités mondiales, un thème essentiel pour la consultation du Comité.

Le défi de l'engagement mondial du Canada

Le Canada fait face à un grand défi : veiller à ce que nos étudiants profitent des expériences d'apprentissage dans d'autres pays et les préparer à devenir des citoyens ouverts sur le monde sous tous les angles que ce terme implique.

Pourquoi cela est-il si important?

Pour le Canada, grande nation commerçante dont la poursuite de la prospérité dépend de la mobilité internationale des personnes, biens et services, garantir une masse critique de professionnels qui ont de l'expérience directe du monde et qui sont bien préparés à naviguer les risques et maximiser les retombées des marchés mondiaux est vital.

L'apprentissage à l'étranger est une façon inouïe d'acquérir des connaissances internationales et des compétences interculturelles. Dans un sondage récent du BCEI, 1 300 étudiants canadiens qui avaient fait un apprentissage à l'étranger indiquaient que cette expérience les avait menés à des résultats d'apprentissage beaucoup plus grands dans les domaines suivants : connaissance des traditions et réussites historiques et culturelles de votre pays d'origine (91 %), ouverture à différentes façons de voir les choses (87 %), sensibilité et compréhension culturelle (86 %), connaissance de l'actualité mondiale (83 %) et compétences linguistiques en langue étrangère (75 %).

De plus, l'apprentissage à l'étranger est une façon inédite d'approfondir les qualités personnelles dont les employeurs ont besoin en leadership d'affaires. Un rapport rédigé en anglais par le Conseil canadien des affaires en mars 2016, se basant sur un sondage de 90 employeurs canadiens éminents, avance ce qui suit : « ... les leaders du XXI^e siècle ont besoin de compétences solides de communication, de la capacité à collaborer, d'adaptabilité, d'esprit de décision, de tact et d'empathie... Ceci souligne l'importance d'encourager et de développer des compétences personnelles et relationnelles aux niveaux primaire, secondaire et postsecondaire – une démarche qui élargirait le bassin de leaders de demain au sein de la main-d'œuvre canadienne. » (traduction libre)

En 2014, le BCEI a demandé à environ 150 anciens élèves de programmes d'études à l'étranger les principales compétences transversales qu'ils avaient acquises. Les compétences qui en sont ressorti sont précisément les qualités personnelles dont nos dirigeants d'entreprise ont besoin : l'entregent (90 %), les compétences interculturelles (90 %), l'adaptabilité (89 %), la conscience de soi (87 %) et les compétences de communication (84 %). Les données issues d'autres sources sont tout aussi concluantes.

Au-delà des affaires, chacun sait que le monde dans lequel nous vivons pose plein de défis de portée globale.

Les Canadiens doivent être prêts à participer au monde et à y contribuer comme citoyens du monde, travaillant par-delà les frontières, cultures, langues et valeur pour un bénéfice mutuel. Que faisons-nous pour former les leaders de demain du Canada, les personnes qui peuvent négocier, analyser, tisser des liens et participer de façons concrètes à l'échelle internationale?

Pour que les études à l'étranger soient une priorité

D'autres pays accomplissent d'importantes avancées dans leur effort d'internationaliser la prochaine génération. Aux États-Unis, il existe des initiatives comme *100,000 Strong Initiative* avec la Chine et les Amériques, ainsi que *Generation Study Abroad*; le programme *Erasmus* d'Europe est actif depuis plus de 25 ans, contribuant aux études à l'étranger de plus de 3 millions d'étudiants; le Mexique a créé *Proyecta 100.000*; et le *New Colombo Plan* d'Australie aura envoyé plus de 10 000 étudiants au bassin Indo-Pacifique sur trois ans.

Contrairement à ces pays, qui comprennent la valeur stratégique de ce type d'investissements, le Canada n'approche pas encore l'internationalisation de son bassin de talents comme un impératif national.

La Stratégie du gouvernement fédéral en matière d'éducation internationale en cours a établi un objectif ambitieux consistant à doubler le nombre d'étudiants internationaux au Canada pour le faire atteindre 450 000 étudiants en 2022, et le BCEI est motivé à contribuer à atteindre cet objectif. Mais ce n'est qu'un pilier d'une démarche globale d'éducation internationale. La mobilité des jeunes Canadiens à l'étranger est tout aussi importante si nous voulons bénéficier de toute l'ampleur des retombées positives de l'éducation internationale pour la prospérité économique du Canada, ainsi que sa capacité à jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale dans de nombreux domaines.

Par exemple, là où plus de 30 % des étudiants allemands vont à l'étranger pendant leurs études (et des efforts concertés existent pour faire passer ce chiffre à 50 %), on estime qu'un minuscule 3 % d'étudiants canadiens participent aux programmes d'échange de leur université ou collège canadien. Le nombre d'élèves de secondaires faisant des études à l'étranger est tout aussi faible.

Sans efforts concertés pour aider nos jeunes à profiter d'études à l'étranger, nous risquons d'élever une génération de Canadiens qui n'ont pas l'avantage concurrentiel des étudiants mobiles à l'international.

Le financement en est la clé. Il existe d'autres obstacles aux études à l'étranger (p. ex., la rigidité des cursus ou le manque de connaissances – des obstacles que le BCEI est aussi en train d'essayer de résoudre avec ses établissements membres), mais comme un récent sondage de plus de 7 000 étudiants canadiens fait par le BCEI l'indique, si 86 % des sondés disaient être intéressés par des études à l'étranger, 80 % indiquaient qu'ils auraient besoin d'aide financière pour le faire. Nous devons rendre les études à l'étranger financièrement faisables pour les étudiants.

Déjà en 2012, le rapport du Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, intitulé [*L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada*](#), demandait à ce que 50 000 bourses soient offertes aux étudiants canadiens chaque année d'ici à 2022 pour surmonter le déficit du Canada en compétences internationales critiques.

Le BCEI recommande donc au gouvernement fédéral d'agir maintenant et de façon résolue. Pour nous mettre sur la bonne voie vers la concrétisation de cette vision, il doit investir dans un important programme qui permettra à une masse critique d'étudiants canadiens du

secondaire et du postsecondaire de partout au pays d'entreprendre des occasions d'apprentissage à l'étranger, surtout ceux qui ne peuvent se le permettre financièrement.

Ne permettons pas que *Le défi de l'engagement mondial du Canada* devienne le talon d'Achille de nos aspirations d'engagement et de concurrence accrues sur la scène mondiale.